

Bulletin d'histoire politique

La république apprivoisée

Godefroy Desrosiers-Lauzon and Greg Robinson



Volume 27, Number 3, Summer 2019

La république apprivoisée : racisme et institutions dans l'histoire politique des États-Unis

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063723ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063723ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Desrosiers-Lauzon, G. & Robinson, G. (2019). La république apprivoisée. *Bulletin d'histoire politique*, 27(3), 19–27. <https://doi.org/10.7202/1063723ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2019

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

LA RÉPUBLIQUE APPRIVOISÉE : RACISME ET INSTITUTIONS DANS L'HISTOIRE POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS

Présentation

GODEFROY DESROSNIERS-LAUZON

Chargé de cours, département d'histoire, UQAM

GREG ROBINSON

Professeur, département d'histoire, UQAM

Les cinq articles de ce dossier spécial sur l'histoire politique des États-Unis résultent d'un appel à contributions lancé en mars 2016. Les manuscrits retenus portant sur les relations étrangères des États-Unis ont paru dans le *Bulletin d'histoire politique* au printemps 2018; ceux qui se trouvent ici sont consacrés à l'histoire politique intérieure ou «domestique». Les responsables de ces deux dossiers tiennent à remercier ici l'équipe du *Bulletin* pour la rigueur de son travail¹.

Ces cinq articles témoignent de recherches récentes sur au moins trois objets d'étude historique majeurs: le rôle de la connaissance – particulièrement celle des intellectuels et leurs institutions – et de la mémoire historique dans la définition des enjeux politiques et sociaux; le caractère politique (*politics*) des politiques (*policy*) de sécurité; et le caractère déterminant du racisme tout au long du XX^e siècle américain jusqu'à aujourd'hui. Ce dernier objet, central aux textes de Robinson, Séguin et Wingender, est évidemment brûlant d'actualité et structure tout ce qui s'écrit sur l'histoire des États-Unis depuis des décennies. Ce texte de présentation-ci n'y

échappe pas, ainsi nous commencerons par rendre justice en premier lieu aux deux autres objets, puisque le racisme est le proverbial éléphant dans... toutes les pièces.

La connaissance et la mémoire

«People who imagine that history flatters them (as it does, indeed, since they wrote it) are impaled on their history like a butterfly on a pin and become incapable of seeing or changing themselves, or the world.»

JAMES BALDWIN, 1965²

Les mots et les savoirs encadrent la vision du monde de celles et ceux qui les utilisent. Ainsi des idées peuvent être marginalisées faute de mots et de porte-parole. En décrivant les intérêts et motifs derrière le Système américain promu au milieu du XIX^e siècle par le *New York Tribune* et son rédacteur économique Henry C. Carey, Simon Vézina restitue la valeur historique d'un corpus de savoirs économiques, et celle d'une coalition d'intérêts économiques, aujourd'hui marginalisés par l'hégémonie néo-classique. Certes, les historiens qui enseignent de près ou de loin l'histoire économique du XIX^e siècle sont habitués à raconter l'opposition féroce entre protectionnistes et libre-échangistes. Et pour cause: selon l'historienne Nell Irvin Painter, ce conflit fut, vers la fin du XIX^e siècle, la seule différence programmatique significative entre Démocrates et Républicains au niveau fédéral³. De plus, la politique tarifaire fut de celles qui résumaient et unissaient – utilement bien qu'imparfaitement – une myriade d'intérêts et demandes économiques dans le cadre de vastes coalitions nationales. Enfin, les contraintes propres à l'enseignement encouragent à forcer le trait, à résumer des différences socio-économiques complexes par cette dichotomie.

Vézina nous rappelle que l'*American System* fut bien plus que protectionniste: que les tarifs, un système bancaire chapeauté par une banque nationale mandatée et supervisée par le gouvernement fédéral, et les travaux publics fédéraux furent conçus comme des politiques économiques interdépendantes, d'un même système *national* par lequel les jeunes États-Unis allaient favoriser leur propre développement économique, en dépit des admonestations libre-échangistes des économistes et politiciens anglais. Si l'ascendant actuel du laisser-faire économique semble simple à expliquer, l'analyse de Vézina nous rappelle les contingences historiques – y compris institutionnelles et discursives – qui ont fini par marginaliser les alternatives, dont ces formes de nationalisme économique. Ainsi «le système américain ne fut que peu enseigné dans les universités américaines au XIX^e siècle», ce qui a mené l'auteur à chercher ses défenseurs

dans les pages économiques de la *Tribune*, et dans les travaux d'économistes comme Michael Hudson. Pourtant ce système fut en son temps influent, dans les politiques économiques des fédéralistes (1790-1814, Alexander Hamilton en particulier), celles des *National Republicans* (1824-28, dont John Quincy Adams et Henry Clay), des Whigs états-uniens (1836-1854) et des Républicains (dès l'élection générale de 1856).

À la lumière du consensus libre-échangiste depuis les années 1940, le nationalisme économique des Républicains du milieu du XIX^e siècle pourra étonner le lecteur non-initié : cela pose une question légitime sur la recomposition idéologique et partisane relative aux politiques économiques qu'on constate durant les années 1920, au terme de près de cinquante ans de conflits socio-économiques ininterrompus depuis 1873 – plus d'un siècle et demi, avec interruptions, depuis les années 1760 ! Comment le protectionnisme finit-il par être associé au laisser-faire, par exemple dans l'orthodoxie économique républicaine en place entre les années 1920 et 1950 ? Hypothèse : entre 1898 et 1928, l'expérience de l'impérialisme a convaincu une partie de l'élite que les seuls marchés nécessitant une intervention fédérale soutenue se trouvent à l'étranger. Ainsi une puissance émergente abandonne ostensiblement le « système » qui lui a si bien servi à devenir le prochain hégémon, du moins dans les prescriptions économiques faites aux travailleuses et travailleurs, ainsi qu'aux pays de sa sphère d'influence.

Avec son article sur la relation de l'historien Arthur M. Schlesinger Jr. avec le mouvement pour les Droits civiques, Greg Robinson complète un triptyque sur les relations entre l'intelligentsia états-unienne et le mouvement antiraciste, après deux études sur Eleanor Roosevelt et Reinhold Niebuhr⁴. Ici aussi, l'historien cherche à restituer un aspect négligé de l'histoire des idées : on a pu ignorer l'impact du Mouvement sur Schlesinger en raison de son attachement au gouvernement fédéral comme agent de changement, de son rôle auprès de l'administration Kennedy – dont le récit *A Thousand Days* (1965) occupe le centre du champ des recherches sur, et la commémoration de Camelot –, et plus tard en raison de sa position néoconservatrice dans les guerres culturelles (*The Disuniting of America*, 1991). Pourquoi Schlesinger ressentit-il cette sympathie pour un mouvement qui contribua tant à remettre en question son *credo* libéral ? Robinson raconte comment, plus les années 1960 avancent, moins il semble possible de compter sur le gouvernement fédéral, s'il fut jamais possible de le faire : celui-ci n'est pas capable de protéger la sécurité des victimes du racisme et des militants, ni très outillé pour – ou motivé à – appliquer l'égalité devant la loi affirmée par la constitution et les tribunaux. Quand le gouvernement fédéral agit, c'est sous la pression de la rue. Schlesinger doit alors, rompant avec une approche explicative qui a fait sa renommée, chercher ailleurs dans l'histoire des États-Unis une école politique plus adaptée aux

circonstances. Sous la plume de Schlesinger à partir de 1963, le nationalisme afro-américain devient nécessaire à l'intégration raciale, les révoltes des ghettos deviennent une manifestation de la « violence collective » historiquement nécessaire à l'atteinte de la justice, y compris dans les régimes républicains – Schlesinger connaissait certainement la formule célèbre écrite par Thomas Jefferson en 1787 : « what country can preserve it's liberties if their rulers are not warned from time to time that their people preserve the spirit of resistance ?⁵ ». Bien que la « version hollywoodienne des droits civiques⁶ » persiste à nous représenter la bienveillance des leaders partisans et des institutions, Schlesinger a reconnu en son temps que l'héroïsme étatique était une chimère dangereuse pour le gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple.

Sécurité publique et nationale

L'article d'Hubert Villeneuve sur le projet d'amendement constitutionnel dit « Titles of nobility amendment » (TONA), interdisant aux États-Uniens d'accepter ou conserver « tout titre de noblesse ou honorifique, [...] tout présent, pension, poste ou émolument de toute sorte de la part de tout empereur, roi, prince ou État étranger⁷ », est une étude exemplaire des motifs politiques des politiques sécuritaires, durant cette période méconnue dite « early national era » qui précède – et explique largement – la guerre de 1812. Adopté par le Congrès en avril-mai 1810, jamais ratifié par une majorité suffisante d'États, l'histoire du TONA est une étude de cas de l'insécurité de la jeune nation aux prises avec une féroce lutte partisane entre fédéralistes et « democratic-republicans », lutte exacerbée par l'influence persistante des empires européens en Amérique, dans le contexte des guerres de la Révolution française et de l'Empire qui menacent à la fois la prospérité et l'unité des États-Unis.

L'étude de Villeneuve est doublement exemplaire, car elle porte aussi sur la *deuxième vie*, l'étrange carrière en quelque sorte, du TONA : depuis 1983, des historiens amateurs et idéologues libertariens prétendent que cet amendement fut en effet ratifié par une majorité suffisante de trois quarts des États, mais que la connaissance de cette ratification fut réprimée dans le cadre d'un complot visant à assujettir l'Empire de la liberté à une cabale de juristes. Nous invitons la lectrice et le lecteur à lire le récit et les explications que Villeneuve propose de cette théorie du complot. Ainsi, par un double travail de recherche et d'analyse, l'article présente à la fois « le passé tel qu'il fut », c'est-à-dire l'histoire du projet d'amendement dans son contexte, mais aussi « le passé remémoré », soit l'histoire de la (re) construction mémorielle du passé au nom d'un programme politique de la fin du XX^e siècle. Depuis, ce programme est malheureusement devenu caractéristique d'une frange de plus en plus influente de la droite

dite « antigouvernementale ». Bref, cet article est une brillante démonstration de deux fonctions hautement nécessaires, à notre époque, de la connaissance historique telle que les historiennes et historiens la pratiquent – nous y reviendrons plus loin.

L'étude de Maxime Wingender sur le Comité provisoire de la Chambre des représentants sur les activités antiaméricaines (*Special House Committee on Un-American Activities*, SCUAA), ou Comité Dies, qui sévit entre 1938 et 1944, analyse les rapports des législateurs états-unis avec l'extrême droite durant une (autre) période faste de cette dernière aux États-Unis. On connaît bien l'utilité électoraliste de l'anti-communisme et antiradicalisme au XX^e siècle américain, par exemple pour les législateurs qui participèrent au célèbre comité permanent *House Un-American Activities Committee* (1945-1975). La Commission Dies répondait à la même nécessité : combattre la subversion extrémiste, principalement pour répondre aux besoins politiques des démocrates conservateurs qui la composaient en majorité, durant une période de domination démocrate de la Chambre des représentants⁸. Cependant, Wingender montre comment la Commission Dies se distingue de son illustre successeur : par son statut provisoire, elle est pour ainsi dire « rémunérée au sensationnalisme » ; son financement et son mandat étant renouvelés annuellement, pourvu qu'elle démontre son « utilité ».

À mesure que les années 1930 avancent, sous la pression populaire, la Commission Dies doit s'intéresser aussi aux activités subversives de l'extrême droite. Maxime Wingender a concentré son étude de cas sur les enquêtes relatives aux extrémistes inspirés par l'étranger – *German-American Bund*, associations fascistes et chemises noires – en prenant soin de contraster le traitement de ces groupes avec celui que le SCUAA accorde aux extrémistes « nativistes », comme le journal *Social Justice* publié par le prêtre catholique Charles Coughlin, le *Christian Front* dont Coughlin a inspiré la création, et le Ku Klux Klan. Les représentants qui siègent sur la Commission, dont son président le Texan Martin Dies, considèrent que les extrémistes nativistes ne représentent pas une menace à la sécurité des États-Unis, et Wingender rappelle combien leur persécution par le SCUAA aurait pu menacer les carrières politiques de ses membres. Bref, cette étude est selon nous une contribution à la littérature sur le caractère politique des politiques de sécurité publique et nationale, sur la mécanique d'acquisition et d'exercice du pouvoir par les Démocrates au milieu du XX^e siècle, et plus globalement sur l'étrangeté institutionnalisée à laquelle a conduit le système Jim Crow.

Le passage de l'ouragan Betsy dans les environs de La Nouvelle-Orléans en septembre 1965 causa une crise humanitaire sans précédent, malgré la réponse initialement activiste du président Lyndon B. Johnson et de son entourage. Betsy justifia une réforme des politiques fédérales

relatives aux désastres naturels, et détériora un peu plus la confiance de la population afro-américaine envers les paliers de gouvernements locaux. La lectrice et le lecteur reconnaîtront ici des effets similaires à ceux de l'ouragan Katrina qui passa au-dessus de la *Crescent City* en août 2005 – en effet cette tempête a motivé la recherche de Gabriel Séguin. Or, l'histoire des réponses à ces catastrophes démontre l'institutionnalisation de l'inégalité des populations touchées, aux yeux des gouvernements et de leurs politiques : comme en 2005, les Néo-Orléanais les plus affectés par la tempête de 1965 seront les Afro-Américains, majoritaires dans le *Lower Ninth Ward* entre autres.

En retour, ces gouvernements sont l'objet de la méfiance des populations marginalisées : une rumeur persistante affirmera, en 1965 comme en 2005, que la rupture des digues fut délibérée. Cette mémoire des opprimés contre l'État ne peut être sommairement rejetée comme une simple rumeur. D'abord, elle est fondée sur un authentique précédent historique, aussi traumatisant que méconnu, survenu à l'occasion de l'inondation de 1927. Ensuite, les historiennes et historiens sont appelés à étudier cette mémoire comme une pratique culturelle de résistance, une manifestation de l'infra politique des opprimés⁹.

Enfin, comme les événements du XXI^e siècle ne cessent de nous le rappeler, l'étude de Séguin montre le contexte dans lequel la notion de *justice environnementale* apparut, dans la foulée de la révolution des savoirs relatifs à l'environnement, et dans celle des luttes de libération des années 1960 et 1970. Durant les années 1970, les mouvements de libération et leurs porte-parole constatèrent le caractère politiquement, économiquement, délibérément construit de l'inégalité dans l'accès aux ressources environnementales, de l'inégalité face au dérèglement des écosystèmes. Ici, Gabriel Séguin fait œuvre d'histoire environnementale informée, entre autres, par le legs du Mouvement¹⁰.

L'histoire, plus que jamais

«Aussi ardu puisse-t-il parfois être, le travail historique n'est jamais effectué en vain lorsqu'il permet d'exposer le simplisme propre à certaines interprétations du passé basées bien davantage sur les prédispositions idéologiques de leurs créateurs et de leur audience que sur la réalité historique proprement dite. Ce dernier principe ne saurait être trop souvent rappelé dans le contexte contemporain, où l'influence de la désinformation n'a pas, tant s'en faut, décliné avec Internet et la multiplication exponentielle des sources d'information.»

HUBERT VILLENEUVE (article de ce dossier)

Pris ensemble, ces cinq articles scientifiques plaident pour la nécessité de la connaissance historique à la compréhension du cours des événements humains, hier et aujourd'hui. Chacun contribue à éclairer le passé et le présent grâce à la rigueur, à la méthode et au regard propres à la connaissance historique – chacun éclaire passé et présent *grâce* à ceux-ci. Car malgré les crises qui affligent l'université et le savoir humaniste, l'œuvre d'enseignement, de recherche et production scientifique, ainsi que d'engagement avec la communauté qui se pratique à l'université est plus nécessaire que jamais.

Ces articles en témoignent. L'approche historienne est formidablement outillée pour expliquer et déconstruire les stéréotypes, mémoires, mythes et rumeurs; pour faire entendre les voix qui se sont tues ou qu'on a fait taire, et montrer la manière de leur suppression. La discipline historique telle que pratiquée aux États-Unis fut longtemps coupable d'avoir participé à l'effacement, à la répression des voix et agentivité des femmes, Autochtones, Afro-Américains, Mexicains et tant d'autres contre lesquels la république fut délibérément construite. Selon nous, la puissance de la connaissance historique est remarquablement illustrée par la façon dont l'histoire, comme discipline et comme savoir, se réforme et se trouve depuis quelques années au premier rang des pratiques qui déconstruisent les obscurantismes du passé et du présent.

Récemment, les historiennes et historiens ont utilisé la connaissance historique contre les nouvelles forces de l'obscurité. Prenant acte de la révolution médiatique en cours, des historiennes et historiens d'ici¹¹ et des États-Unis ont – de nouveau – choisi de s'adresser à un public hors des campus, s'attaquant aux usages identitaires, répressifs, exclusifs des discours sur le passé. Sur les plateformes médiatiques du moment, historiennes et historiens ont répondu aux nouveaux défis lancés par les utilisateurs et fabricateurs de mythes historiques, et par les autres adversaires de la connaissance historique, de la science et de l'université¹². Une trentaine d'entre eux – et pas des moindres! – ont, dans le cadre d'une seule initiative, pris la parole à l'été 2016 contre le candidat présidentiel républicain¹³. Au moment d'écrire ces lignes, un cas remarquable de prise de parole historienne est la série d'échanges sur Twitter entre l'historien Kevin Kruse (@KevinMKruse) et le mystificateur néoconservateur Dinesh D'Souza. Dans *The Big Lie: Exposing the Nazi Roots of the American Left* (2017), le film documentaire *Death of a Nation* (2018) et ses interventions publiques, ce dernier propose une histoire grotesque des partis démocrate et républicain, où chacun reflète avec constance, tout au long de son histoire, une fantaisie très contemporaine sur le libéralisme classique et la vertu des fondateurs.

Bien sûr, il est plaisant d'applaudir notre champion tenant tête à ces brutes. Cependant, ce que les historiennes et historiens font là consiste, simplement, à pratiquer leur métier – c'est-à-dire construire et diffuser la

connaissance historique, mais aussi à défendre la valeur et la crédibilité de leurs savoirs, particulièrement contre les idéologues qui croient dans leur intérêt de les attaquer. Ce n'est pas tellement différent de ce que faisait Albert Desbiens, professeur à l'UQAM, il y a vingt ans, dans ses cours et séminaires, ainsi qu'en coordonnant un dossier spécial du *BHP* sur l'histoire des États-Unis: déjà, il prenait au sérieux la mythologie historique des néoconservateurs¹⁴.

Cependant, beaucoup de choses ont changé en vingt ans. La révolution médiatique a mis en question l'autorité des institutions du savoir. Des mouvements politiques organisés autour de mythes et mensonges sur le passé ont pris le pouvoir, forts de la puissance de ces mythes à construire des mondes parallèles où ils sont toujours vainqueurs – ou toujours perdants, selon le besoin. Ce qu'ils appellent *histoire* est une idéologie semblable à ce que James Baldwin appelait « social indignation » :

[...] indignation and goodwill are not enough to make the world better. Clarity is needed, as well as charity, however difficult this may be to imagine, much less sustain, toward the other side. Perhaps the worst thing that can be said about social indignation is that it so frequently leads to the death of personal humility. Once that has happened, one has ceased to live in that world of men which one is striving so mightily to make over. One has entered into a dialogue with that terrifying deity, sometimes called History, previously, and perhaps again, to be referred to as God, to which no sacrifice in human suffering is too great¹⁵.

Contre les légions des mystificateurs, qu'est-ce qui anime la résistance collective des historiennes et historiens ? La confiance dans le savoir historique, dans les procédés de sa création, et en son utilité. On a vu, on peut voir chaque jour ce dont est capable ce *Little Engine that Could*.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Rigueur d'autant plus remarquable considérant la modestie des moyens de l'édition savante, et des obstacles particuliers à l'évaluation de manuscrits américanistes dans un milieu francophone.
2. Paru à l'origine dans *Ebony* en août 1965: « The White Man's Guilt », *Collected Essays*, Library of America, 1998, p. 723.
3. Nell Irvin Painter, *Standing at Armageddon: The United States, 1877-1919*, W.W. Norton, 2008 [1987], p. 81-82.
4. « Eleanor Roosevelt à Montréal : les droits de l'homme et l'internationalisme durant la Seconde Guerre mondiale », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 26 n° 3, printemps 2018, p. 19-33; « Reinhold Niebuhr: The Racial Liberal as Burkean », *Prospects: An Annual of American Culture Studies*, n° 25, octobre 2000, p. 641-661.
5. « Extract from Thomas Jefferson to William Stephens Smith » (13 novembre 1787), *Jefferson Quotes and Family Letters*, dans *Thomas Jefferson's Monticello*, Thomas Jefferson Foundation, 2019.

6. James W. Loewen, *Lies my Teacher Told Me*, New York, Touchstone, 1995, p. 233.
7. L'extrait provient de la traduction du texte du TONA offerte par Villeneuve dans cet article.
8. Les Démocrates sont majoritaires à la Chambre des représentants, sans interruption sauf quatre ans, du 73^e au 103^e Congrès, entre 1933 et 1995 inclusive-ment. Les exceptions: les 80^e entre 1947-49 (alors que le représentant de l'État de Californie Richard M. Nixon siège au HUAC), et 83^e entre 1953-55.
9. Les notions d'infrapolitique et de la critique du pouvoir qui s'y exprime, appelées «hidden transcripts», furent définies sous cette forme par l'anthropologue James C. Scott, *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, New Haven, Yale University Press, 1990. L'influence de Scott est diffuse dans le travail de plusieurs historiennes et historiens depuis, dont l'influent américaniste Robin D.G. Kelley et dans ceux des auteurs de ce texte-ci.
10. Des exemples d'histoire environnementale des Afro-Américains: le recueil d'articles de Dianne D. Glave et Mark Stoll (dir.), «*To Love the Wind and the Rain*»: *African Americans and Environmental History*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2011; Colin Fisher, *Urban Green: Nature, Recreation, and the Working Class in Industrial Chicago*, Chapel Hill, UNC Press, 2015.
11. Particulièrement les initiatives histoireengagee.ca et activehistory.ca, aujourd'hui des plateformes en ligne actives et aussi professionnellement estimables que des revues scientifiques traditionnelles.
12. Waitman Wade Beorn, «When Bad Actors Twist History, Historians Take to Twitter», *The Washington Post*, 19 mars 2019.
13. Pas les moindres: Nell Irvin Painter, Kenneth Jackson, Sean Wilentz, Vicky Ruiz, Ron Chernow, William Leuchtenburg: «Historians on Donald Trump», sur Facebook (vidéos affichées entre juillet et août 2016), facebook.com/historiansondonaldtrump/.
14. Dossier «Instantanés de la vie politique des États-Unis», sous la direction d'Albert Desbiens, *Bulletin d'histoire politique*, vol. 8, n° 1, automne 1999.
15. James Baldwin, «The Crusade of Indignation», paru à l'origine dans *The Nation* le 7 juillet 1956: *Collected Essays*, Library of America, 1998, p. 609.